



BRÈVES ÉCONOMIQUES

Pays nordiques

Une publication du SER de Stockholm
N°95 – Semaine du 21 avril 2025

LE CHIFFRE DE LA QUINZAINE

Valeur des échanges commerciaux des pays nordiques avec le reste du monde en 2024 :

1 004 Md€, soit 60% du PIB de la zone nordique.

En 2024, les pays nordiques ont importé pour 464 Md€ de biens et exporté pour 540 Md€ (y compris flux intrarégionaux). La Suède a enregistré 38% des importations de la zone, suivie du Danemark (24%), de la Norvège (20%), de la Finlande (16%) et de l'Islande (2%). La Suède a réalisé 33% des exportations nordiques, la Norvège 29%, le Danemark 23%, la Finlande 13% et l'Islande 1%.

Source : [Nordicstatistics](https://nordicstatistics.com)

Pays nordiques

Le groupe laitier Arla Foods annonce son projet de fusion avec l'allemand DMK pour créer la plus grande coopérative laitière d'Europe.

La société laitière majoritairement suédo-danoise Arla Foods a annoncé sa fusion avec le groupe allemand DMK. La nouvelle société, dont le siège social serait situé à Viby au Danemark, regrouperait 12 000 producteurs laitiers et réaliserait un chiffre d'affaires de 19 Md€. Le vote des conseils des représentants des deux coopératives est prévu en juin 2025, avant l'approbation des autorités de la concurrence envisagée d'ici la fin d'année. Les deux entreprises coopèrent déjà au sein de la coentreprise Arnoco, et la fusion constitue, selon le directeur général d'Arla, la

continuation naturelle de leur étroite coopération.

Commerce extérieur des pays nordiques avec les États-Unis.

En 2024, les importations en provenance des États-Unis représentaient entre 3% et 8% de la valeur totale des importations dans les pays nordiques. Pour la Finlande et la Suède, cette part est d'environ 3 à 4%, 6% pour le Danemark, et près de 8% pour l'Islande et la Norvège. Les exportations vers les États-Unis représentent quant à elles 4%, 6%, 8% et 9% des exportations totales respectives de la Norvège, du Danemark, de la Suède et de la Finlande et jusqu'à 12% pour l'Islande. Tous les pays nordiques, à l'exception de la Norvège, affichaient un excédent commercial bilatéral avec les États-Unis en 2024.

Danemark

En mars, l'inflation ralentit et s'établit à +1,5% en g.a., contre +2,0% en février, selon les données de l'Institut danois de statistique (*Danmarks Statistik*). Ce ralentissement s'explique principalement par la baisse des prix de l'électricité et, dans une moindre mesure, de l'essence. Cette évolution intervient malgré les tensions liées à la guerre commerciale mondiale, notamment les hausses annoncées de droits de douane américains, dont l'impact sur l'inflation danoise est jugé limité par les économistes de la Chambre de commerce danoise (*Dansk Erhverv*) et de Nykredit.

La production industrielle du Danemark augmente de +5,1 % en février par rapport au mois précédent, d'après l'Institut danois de statistique (*Danmarks Statistik*). La production industrielle a toutefois chuté de 3,9 % sur la période décembre 2024-février 2025 par rapport aux trois mois précédents, en lien avec le ralentissement de l'industrie pharmaceutique.

DSV obtient le feu vert définitif pour l'acquisition de DB Schenker. Après l'approbation de la Commission européenne le 8 avril, et l'expiration de la période d'opposition aux États-Unis à la mi-avril, DSV dispose désormais des 36 autorisations nécessaires pour finaliser cette acquisition d'une valeur de 107 Mds DKK (14 Md€). Il s'agit de la plus importante opération jamais réalisée par DSV – et l'une des plus grandes de l'histoire des entreprises danoises. La fusion avec l'allemand DB Schenker fera de DSV la plus grande entreprise de logistique au monde en termes de chiffre d'affaires (39 Md € sur la base des résultats de 2023).

En 2024, le fabricant danois d'éoliennes Vestas a enregistré un bénéfice de 496 M€ dans la division des turbines éoliennes après trois années de perte. Le redressement de son profit est notamment dû à la hausse des prix de vente de ses éoliennes et à une meilleure sélection des contrats. Néanmoins, le cours de bourse de Vestas a été divisé par deux en un an et atteint son niveau le plus bas en 6 ans. Les investisseurs sont inquiets quant au futur du marché de l'éolien compte tenu des évolutions de la politique américaine et alors que les États-Unis restent le premier marché de l'entreprise danoise. Le Directeur général de Vestas, Henrik Andersen, reste toutefois optimiste: le carnet de commande américain de l'entreprise est complet jusqu'en 2026, et près de 2000 employés ont été recrutés sur place. Il estime que la demande sera soutenue sur le moyen-terme par un besoin croissant en énergie. En outre, Vestas se diversifie en investissant massivement dans l'éolien offshore.

Une nouvelle convention collective concernant 850 000 employés du privé a été votée et signée pour une durée de 3 ans entre la Confédération des syndicats danois (*Fagbevægelsens Hovedorganisation*) et la Confédération des employés danois (*Dansk Arbejdsgiverforening*). Cet accord sera appliqué rétroactivement à partir du 1^{er} mars 2025.

Finlande

Financement des startups finlandaises en hausse.

Les startups et entreprises à forte croissance finlandaises ont réussi à lever près de 1,4 Md€ en 2024, soit 56% de plus qu'en 2023, mais sans battre le record de l'année 2022 (1,7 Md€), selon la *Finnish Venture Capital Association*. Les investissements étrangers, qui représentent la plus grande part des fonds, se sont élevés à 957 M€, en hausse de 70%. Les entreprises finlandaises en forte croissance restent dépendantes des investisseurs internationaux, tandis que les investissements nationaux sont plutôt concentrés vers l'investissement de démarrage. Hostaway (logiciel de location de vacances), Oura (bagues connectées) et Icese (micro-satellites) ont annoncé en décembre avoir reçu des investissements significatifs, pour un total de 700 M€.

Possible reprise de l'activité dans le secteur de la construction.

Selon la Confédération des industries finlandaises de la construction RT, le secteur a perdu 30 000 emplois avec deux années de croissance négative de l'activité en Finlande. En 2025, le secteur devrait connaître une croissance de +4%, mais la reprise est exposée à des risques baissiers significatifs. Si la croissance est au rendez-vous, le secteur pourrait construire 20 000 logements (contre 17 000 à 18 000 par an en 2023 et 2024), et poussé par la transition verte, le volume des investissements industriels devrait croître (8,5 Md€). Après 7 trimestres consécutifs de baisse, les rénovations devraient connaître une légère hausse. Enfin, la construction d'infrastructures (transport, énergie, mines, défense) et d'installations industrielles devrait continuer de progresser. Le secteur aura besoin de main-d'œuvre.

Résultats des élections municipales et régionales.

Les partis de gauche ont remporté la victoire aux élections municipales et régionales. En ce qui concerne les élections municipales, le PSD (Parti social-démocrate) l'emporte avec 23% des suffrages (+5,3% par rapport aux élections de 2021) et gagne aussi de grandes villes (Turku et Tampere), devant le Parti de la coalition nationale (21,9% des voix ; +0,5%) du Premier ministre Petteri Orpo. Le parti des Finlandais, parti de la ministre des finances, Riikka Purra, s'est effondré, arrivant à la sixième place (7,6% des voix ; -6,8%), derrière le Parti du centre (16,4%), les Verts (10,5%) et l'Alliance des gauches (9,3%). Le taux de participation est à son plus bas niveau, à 54,2%.

Faillites en hausse : la Finlande a enregistré 3 633 demandes de faillites en 2024, soit +9% par rapport à 2023. Il s'agit du niveau le plus élevé depuis août 1997.

Un nouveau PDG pour Nokia.

Le nouveau CEO de Nokia, l'américain Justin Hotard, a pris ses fonctions début avril. Il succède au finlandais Pekka Lundmark, qui était le PDG de l'entreprise depuis 2020. Le mandat de Hotard au sein de Nokia commence dans une situation assez favorable : le prix des actions de Nokia a augmenté de 40% en un an, atteignant 5€ le 1er avril.

Neste annonce la suppression de 370 emplois en Finlande.

Le groupe pétrolier Neste a finalisé les négociations collectives entamées en février, suite à de mauvais résultats financiers au 4e trimestre 2024. Le groupe, détenu à 44% par l'Etat finlandais, supprimera 510 emplois, dont 370 en Finlande. Cela devrait permettre de réaliser des économies annuelles de 65 M€.

Islande

Pas de chasse baleinière en Islande en 2025.

Kristján Loftsson, le PDG de Hvalur hf, seule entreprise islandaise à pratiquer la chasse à la baleine, annonce renoncer à la saison de chasse. La décision est motivée par des conditions économiques défavorables pour les exportations internationales de viande de baleine dont le prix sur le marché japonais, principale destination de ces exportations, a considérablement baissé. Malgré l'obtention d'un permis de chasse au rorqual commun et à la baleine de Minke en décembre 2024, Loftsson estime que cette activité n'est pas économiquement viable en 2025 et annonce que la situation sera réévaluée en 2026.

La Banque centrale islandaise commence des achats réguliers de devises.

La Banque centrale a annoncé le 10 avril 2025 commencer des achats réguliers de devises étrangères sur le marché interbancaire afin d'augmenter ses réserves en devises et de répondre aux besoins du Trésor islandais. Selon le Gouverneur de l'institution, la banque acquerra 6 M€ par semaine, chaque mardi et chaque jeudi à l'ouverture des marchés. L'opération vise à maintenir la stabilité économique et ne devrait pas impacter significativement le cours de la couronne islandaise.

Landsvirkjun verse 25 Md ISK (172 M€) de dividendes au Trésor islandais.

Le conseil d'administration de l'entreprise nationale d'électricité Landsvirkjun a approuvé le 14 avril 2025 le versement de 25 Md ISK (172 M€) de dividendes au Trésor islandais au titre de l'année 2024, portant ainsi le total des dividendes versés entre 2021 et 2024 à 90 Md ISK (618,5 M€). Malgré un marché de l'électricité sous tension et des restrictions à la fourniture d'électricité pour certains clients industriels entre octobre 2024 et février 2025,

l'entreprise a réalisé 41,5 Md ISK (285 M€) de profits au titre de l'année 2024.

Les femmes représentent 42% des membres des conseils d'administration des grandes entreprises islandaise en 2024.

Selon l'Institut islandais des statistiques, la part des femmes au sein des conseils d'administration des grandes entreprises islandaises en 2024 atteint 42% pour les entreprises publiques et 39% pour les entreprises privées, en progression de 2,5 points de pourcentage d'une année sur l'autre pour la seconde catégorie. Une loi impose depuis 2010 que les conseils d'administration des entreprises islandaises de plus de 50 employés respectent une exigence minimale de parité, avec une proportion de femmes comprise entre 40% et 60%. En 2008, seules 23% des entreprises satisfaisaient à ce critère, contre 81% des entreprises en 2024.

Les projets de réformes fiscales du Gouvernement islandais suscitent de nombreuses réactions de la part des secteurs économiques concernés.

Le gouvernement islandais a annoncé récemment un projet de réforme de l'assiette fiscale des redevances payées par les grandes entreprises islandaises de pêche, ainsi que la possibilité d'instaurer une taxe supplémentaire sur le tourisme. Ceci contribuerait à atteindre l'objectif d'amélioration de la situation budgétaire de l'Etat islandais annoncé par le gouvernement entré en fonction en décembre 2024. Ces mesures suscitent d'importantes réactions de la part des entreprises des secteurs concernés, qui s'inquiètent de la compétitivité de l'économie islandaise vis-à-vis de la concurrence étrangère. Le détail des mesures qui pourraient s'appliquer au secteur du tourisme n'a pas encore été rendu public.

Norvège

Inflation à 2,6% en mars 2025. En mars, le Bureau central des statistiques (SSB) a chiffré à 2,6% l'inflation sur un an, soit 0,3 point de moins que prévu. Les prix de l'alimentaire continuent à augmenter rapidement (+8,6% en un an).

Rencontre entre le Premier ministre Jonas Støre et Ursula von der Leyen. Le Premier ministre norvégien Jonas Støre s'est rendu à Bruxelles le 7 avril 2025, accompagné d'une délégation de 30 chefs d'entreprises, pour discuter de la place de la Norvège dans les prochaines contre-mesures douanières de l'UE. Après avoir rencontré la présidente de la Commission européenne, les deux dirigeants ont tenu une conférence de presse commune rappelant que la Norvège «*ferait toujours partie du marché intérieur*» et que des «*solutions seraient trouvées*» (U. von der Leyen) sur le sujet des prochaines contre-mesures douanières de l'UE. Pour le Premier ministre norvégien Støre, il «*n'y aura pas de surprises pour la Norvège*» et le pays «*participera pleinement*» également au programme de réarmement européen.

Suspension des droits de douane additionnels américains de 15%. Le 10 avril, la Maison Blanche a annoncé que la Norvège faisait partie des pays bénéficiant du gel des droits de douane pendant les 90 prochains jours. Le Premier ministre Jonas Støre avait préalablement indiqué que les autorités norvégiennes «*n'avaient pas demandé de négociations. Mais elles souhaitent savoir comment le calcul des 15% avait été réalisé, car elles ne sont pas d'accord sur ce chiffre*».

Réactions de la bourse d'Oslo face aux annonces américaines sur les tarifs douaniers. La bourse d'Oslo s'est montrée très réactive aux différentes annonces de l'administration Trump : l'indice principal a perdu 10% entre le 2 et le 9 avril avant de rebondir de 5,25% au 10 avril suite au gel des droits de douane.

L'encours du Fonds souverain remonte de 84 Md€. Après la chute de 220 Md€ du Fonds souverain (-14% entre le 18 février et le 7 avril, de 1720 à 1480 Md€) attribuable aux investissements du Fonds dans sur le marché des actions (71,4% de ses investissements), notamment américains (40% de ses investissements), le Fonds est remonté à 1564 Md€ d'encours le 10 avril, suite au redressement des places financières internationales.

Livre blanc sur la gestion du Fonds souverain. Le ministre des finances Jens Stoltenberg a présenté le 10 avril 2025 un livre blanc sur la gestion du *Government Pension Fund* fixant notamment une réduction de 22% du nombre d'entreprises du portefeuille et la création d'un comité d'experts pour l'avenir du Fonds. Il a également été décidé que 3% de l'encours du segment domestique (*Norway*) serait automatiquement transféré au budget de l'administration centrale afin de limiter les avoirs détenus par l'Etat sur le marché boursier norvégien.

La Norvège invitée à une réunion informelle des ministres des finances de l'UE. Pour la première fois, la Norvège a été invitée à la réunion informelle du Conseil des ministres des finances de l'UE (ECOFIN), qui s'est tenue à Varsovie du 10 au 12 avril 2025. Son ministre des Finances, Jens Stoltenberg, a ainsi pu participer aux échanges du 12 avril entre Ministres sur les marchés financiers. Lors de cet ECOFIN informel ont aussi été abordés les sujets de financement de la défense et la situation géopolitique actuelle. En marge de cette réunion, le ministre Stoltenberg a déclaré que la Norvège «*ne sera pas une banque pour les investissements militaires de l'UE. Elle devra financer cela elle-même*».

Plus de six Norvégiens sur dix favorables à un référendum sur l'adhésion à l'UE.

63% des Norvégiens se disent favorables à l'organisation d'un nouveau référendum sur l'adhésion de la Norvège à l'UE. Toutefois, 48% des personnes interrogées voteraient contre une adhésion et 41% pour, selon une enquête de l'institut Opinion publiée le 8 avril 2025.

Délégation économique chinoise en Norvège.

La ministre du commerce et de l'industrie Cecilie Myrseth a rencontré le 5 avril 2025 une délégation chinoise au cours d'une réunion divisée en deux temps : échange politique bilatéral entre les deux ministres puis échanges économiques, en compagnie de représentants commerciaux des deux pays. Ont été abordés : la coopération commerciale en matière de transition écologique, les conditions-cadres pour les entreprises norvégiennes en Chine et les entreprises chinoises en Norvège, ainsi que la situation du commerce international.

Souhait du ministre de la défense d'augmenter le budget militaire à 5% du PIB.

Tore O. Sandvik, ministre de la défense, a annoncé le 9 avril son ambition d'augmenter le budget de la défense à 5% du PIB. Le gouvernement a annoncé en parallèle un nouvel investissement de 1,46 Md€ divisé entre 860 M€ pour l'approfondissement de projets existants et 600 M€ pour de nouveaux projets. En particulier seront achetés 24 nouveaux canons d'artillerie sud-coréens de type K9, pour un montant de 480 M€, ainsi qu'un système de détection et d'élimination des mines sous-marines pour un montant de 750 M€.

Livraison des derniers F-35. Les deux derniers Lockheed-Martin F-35 ont été livrés à la Norvège le 1^{er} avril, en avance sur le calendrier prévisionnel. La Norvège devient ainsi le premier pays à avoir reçu tous ses appareils (52 unités).

Opposition des travaillistes au renouvellement de deux câbles électriques avec le Danemark.

Durant son congrès annuel début avril 2025, le parti travailliste a confirmé son intention de ne pas renouveler les concessions s'achevant en 2026 et 2027 de deux des quatre câbles électriques sous-marins vers le Danemark (Skagerrak 1 et 2).

Les travaillistes passent la barre des 30% dans les sondages.

Le dernier sondage d'*Aftenposten* publié le 9 mars 2025 annonce des intentions de vote à 30,1% pour le parti travailliste (parti du Premier ministre actuel Jonas Støre), devant le parti conservateur à 20,4%.

Suède

Le gouvernement présente son projet de « budget de printemps »

Ce budget complémentaire, présenté chaque année le 15 avril, prévoit 11,5 Md SEK (environ 1 Md€) de dépenses nouvelles par rapport au budget voté fin 2024. Un peu plus du tiers de ces dépenses est ciblé vers une hausse temporaire de la déduction fiscale pour la réalisation de travaux de rénovation. Les autres investissements concernent les services pénitentiaires, les soins psychiatriques, l'entretien des routes etc. Les oppositions de gauche et du centre ont dénoncé un projet de budget rectificatif « déjà dépassé », « sans mesures concrètes » et « inadapté aux enjeux économiques sérieux auquel le pays fait face ».

Le gouvernement demande l'approbation anticipée du Parlement pour deux contrats de vente importants pour SAAB

Dans le cadre de la présentation du « budget de printemps », le gouvernement suédois a sollicité l'approbation par le Parlement de la poursuite des négociations concernant deux contrats intergouvernementaux importants pour SAAB. L'un porterait sur la livraison de quatre avions de reconnaissance *GlobalEye* pour le Danemark et l'autre projet concerne la vente potentielle de 12 avions de chasse *Gripen JAS39* pour le Pérou.

Swedbank révisé à la baisse (-0,5 points de pourcentage) ses prévisions de croissance du PIB suédois pour 2025 (croissance de 1,5% au lieu de 2%).

Après une baisse du PIB en février plus importante que ce qui était prévu par les analystes (-1,5% en glissement mensuel, -0,3% en annuel) selon l'Office suédois des statistiques, Swedbank, seconde banque du pays, table désormais sur une croissance de 1,5% pour la Suède en 2025, contre 2% dans ses prévisions antérieures.

L'inflation des prix des denrées alimentaires fait un bond de 5,4% en mars.

Si l'indice des prix à la consommation, en glissement annuel, est passé de 1,3% en février 2025 à 0,5% en mars en raison de la baisse des prix de l'électricité (-3,1% en glissement annuel) et des

carburants (-12,1%), les prix des denrées alimentaires augmentent de manière inattendue (+5,4%). L'envolée des prix du café, du chocolat et des produits laitiers (+31% pour le beurre en un an) contribuent à l'évolution à la hausse des prix alimentaires (+30% depuis début 2022).

La dette publique suédoise maastrichtienne est passée de 31,6% du PIB en 2023 à 34% du PIB en 2024.

Selon SCB, la dette brute consolidée des administrations publiques a augmenté de 225 Md SEK (+11,5%) entre 2023 et 2024, alors que le PIB en prix courants a augmenté de 235 Md SEK (+3,8%) au cours de la même période. La dette publique est ainsi passée de 31,6% à 34% du PIB.

La part des prêts immobiliers à taux variable atteint un niveau record.

Selon l'Office suédois des statistiques, au début de l'année 2025, plus de 70% de l'encours des prêts immobiliers hypothécaires des ménages sont désormais des contrats à taux variables. Les ménages qui optent pour des prêts immobiliers hypothécaires à taux fixes privilégient également les échéances plus courtes. En février 2025, le volume total de prêts aux ménages s'élevait à un peu plus de 5 000 Md SEK (450 Md€), soit près de 80% du PIB, contre environ 50% en moyenne en Europe. Les prêts immobiliers hypothécaires représentent 4 200 Md SEK (380 Md€), soit 84% des prêts totaux.

SAAB s'envole en bourse et devient la 10^{ème} capitalisation de l'indice Nasdaq OMX Stockholm.

Depuis l'invasion russe de l'Ukraine, la capitalisation boursière de SAAB est passé de 30 Md SEK (2,7 Md€) à 239 Md SEK (21,5 Md€) aujourd'hui. Le titre a augmenté de près de 90% depuis début 2025. Cette progression a fait entrer le groupe de défense parmi les dix principales capitalisations de la bourse de Stockholm, à un niveau de valorisation proche de celui d'Ericsson. 38,9% du capital de SAAB et 47,7% des droits de vote sont détenus par la famille Wallenberg à travers le fonds d'investissement *Investor AB* et les fondations familiales.

Klarna reporte son introduction en bourse à New York. La fintech suédoise Klarna a décidé de suspendre temporairement son introduction en bourse (IPO) en raison des turbulences actuelles sur les marchés financiers, provoquées notamment par les incertitudes relatives aux tarifs douaniers américains. Selon la presse, cette pause pourrait durer entre un et deux mois.

Volvo Cars s'exprime sur les droits de douane américains. Le constructeur automobile aurait besoin de deux ans pour développer sa production aux Etats-Unis afin de limiter l'impact des droits de douane additionnels annoncés par l'administration américaine, selon Håkan Samuelsson, Directeur général de Volvo Cars. Il a également déclaré qu'il ne serait pas viable pour l'entreprise de vendre des voitures fabriquées en Europe aux Etats-Unis avec des droits de douane de 27,5% (surtaxe de 25% appliquée au tarif actuel de 2,5%) et que l'importation depuis les usines chinoises de l'entreprise deviendrait « impossible » étant donné les droits de douane américains envisagés sur les importations en provenance de Chine.

Fagerhult acquiert le groupe Trato TLV. Le groupe suédois Fagerhult a signé un accord pour acquérir 100% du groupe français Trato TLV, spécialiste de l'éclairage et des équipements de santé. Basé à Lille, Trato TLV emploie 230 personnes et a réalisé 56 M€ de chiffres d'affaires en 2024. L'opération, qui devrait être finalisée au second trimestre 2025, vise à renforcer la présence de Fagerhult en France et à l'international.

L'extension du port de Luleå prend du retard. Ce projet, l'un des plus grands projets d'infrastructure en Suède avec un coût estimé à 15 Md SEK (1,35 Md€), vise à soutenir les investissements industriels dans l'acier vert de Stegra, SSAB et LKAB. Le dragage à Malmporten est reporté d'un an en raison de coûts plus élevés que prévu. De plus, des appels d'offres infructueux et l'incertitude autour des projets sidérurgiques (retards, permis en attente, manque d'électricité) freinent l'avancée du chantier. En cas de retard prolongé, les usines pourraient manquer de capacité logistique, ce qui ralentirait l'ensemble des investissements dans l'acier décarboné.

La BEI finance une usine de protéines végétales suédoise. La BEI accorde un prêt de 50 M€ à la coopérative suédoise Lantmännen pour construire une usine de protéines de pois. Ce financement vise à renforcer la sécurité alimentaire de l'UE, réduire la dépendance aux produits importés et soutenir l'agriculture durable. Prévue pour 2027, l'usine transformerait chaque année plus de 40 000 tonnes de pois cultivés par les membres de la coopérative.

L'âge moyen de départ à la retraite était de 65,5 ans en 2024. Selon l'Agence suédoise des retraites (*Pensionsmyndigheten*), l'âge moyen de départ à la retraite était de 65,5 ans en 2024, ce qui constitue une baisse par rapport à l'année record 2023 (66 ans), mais une hausse par rapport à 2020 (65 ans), 2015 (64,6 ans) et 2010 (64,7 ans).

Indicateurs économiques des pays nordiques

Taux de croissance trimestriels (en pourcentage, par rapport au trimestre précédent):

	2022 (moyenne annuelle)	2023 (moyenne annuelle)	2024 (moyenne annuelle)	T1 2024	T2 2024	T3 2024	T4 2024
Suède	1,5	-0,2	1,0	0,6	0	0,3	0,8
Danemark	1,5	1,8	3,7	-0,7	1,3	1,2	1,6
Finlande	1,5	-1,2	-0,1	0,4	0,1	0,3	-0,2
Norvège ¹	3,2	0,1	2,1	0,2	2	-1,8	-0,6
dont PIB continental	4,3	0,7	0,6	0,4	0,3	0,5	-0,4
Islande	9	5,6	0,5	-1	1,5	-1,1	2,1

Sources : [OCDE](#), SCB, SSB, DST, Statice, Tilastokeskus

¹ Pour la Norvège, le PIB retenu dans cette ligne est le PIB total (y compris hydrocarbures). La ligne suivante décrit l'évolution du PIB continental (i.e. hors hydrocarbures).

Taux d'inflation trimestriel (en glissement annuel)²:

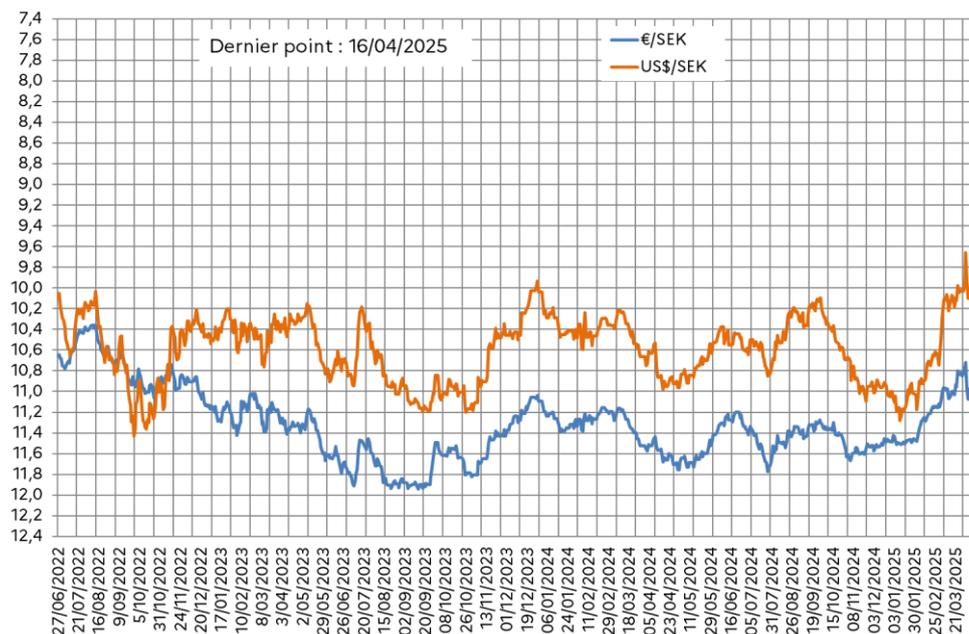
	2022 (moyenne annuelle)	2023 (moyenne annuelle)	2024 (moyenne annuelle)	T1 2025
Suède	8,4	8,6	2,8	0,9
Danemark	7,7	3,3	1,4	1,7
Finlande	7,1	6,2	1,6	0,6
Norvège	5,8	5,5	3,2	3,1
Islande	8,3	8,8	5,9	4,2

Sources : SCB, SSB, DST, Statice, Tilastokeskus

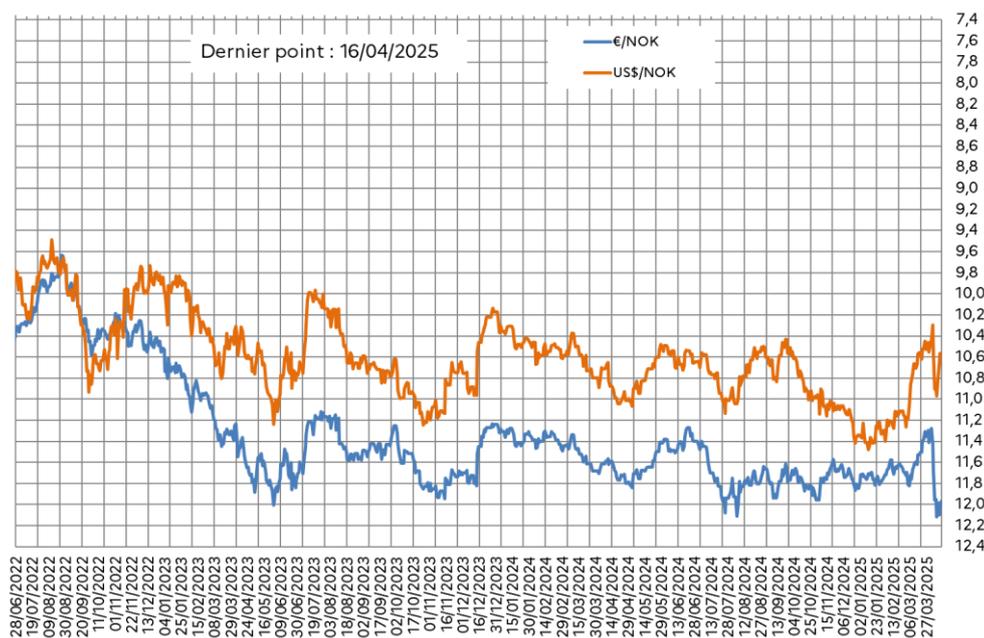
² L'indicateur retenu est la moyenne trimestrielle des taux d'inflation mensuel (en glissement annuel) de l'IPC.

Evolution des taux de change

Couronne suédoise



Couronne norvégienne



La direction générale du Trésor est présente dans plus de 100 pays à travers ses Services économiques.

Pour en savoir plus sur ses missions et ses implantations :

www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international

Responsable de la publication : Service Économique Régional de Stockholm (O. Cuny)

olivier.cuny@dgtrésor.gouv.fr

Rédaction : avec les contributions des Services Économiques de Copenhague (M. Garrigue-Guyonnaud, A. Reynaud, M. Valeur, R. Mellin), Helsinki (L. Torrebruno, O. Alapekkala, V. Masson), Oslo (F. Choblet, E. Falsanisi, G. Glorieux), Stockholm (J. Lauer Stumm, F. Lemaitre, J. Grosjean, P. Reyl, A. Cherhal) et de l'ambassade de France en Islande (N. Arlin).

Abonnez-vous : pauline.reyl@dgtrésor.gouv.fr